

25 mars 2017

Au:  
President of the Philippines  
Rodrigo Roa Duterte  
The Presidential Action Center  
pace\_op@malacanang.gov.ph

National Housing Authority  
General Manager  
Marcelino Escalada jr.  
790-0800 local 300, 922-2460. 922-2987/922-2058 (telefax)

Housing and Urban Development Coordinating Council  
Cabinet secretary  
Leoncio Evasco  
secretariat@cabsec.gov.ph

Philippines National Police  
Directorate for Operations  
srd.do@pnp.gov.ph

cc:

Liza Maza  
Secretary of the National Anti-Poverty Commission  
lizamaza.napc@gmail.com

Vince Eugenio  
Presidential Commission for the Urban Poor  
vfeugenio@yahoo.com

Leilani Fahra  
United Nations Special Rapporteur on Adequate Housing  
OHCHR, Palais des Nations (PW 4-010)  
1211 Geneva, Switzerland  
unhousing@gmail.com

### **Lettre ouverte : Solidarité contre les expulsions à Bulacan et pour des nouvelles politiques pour le droit au logement partout aux Philippines**

Nous vous écrivons au nom de l'Alliance Internationale des Habitants (AIH), un réseau international d'organisations sociales qui, depuis de nombreuses années, est engagé dans la défense du droit au logement 'sans frontières'. En outre, nous coopérons avec la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur le Droit à un Logement Convenable et avec ONU-Habitat pour défendre le droit au logement et lutter contre les expulsions.

Nous vous écrivons avec une profonde préoccupation du fait des nouvelles très troublantes reçues de la société civile sur les évictions forcées prévues dans votre pays du 27 au 29/ 03/2017, de l'occupation des 20 000 personnes pauvres de 6 000 logements vacants à Bulacan, Métro Manille, organisée par KADAMAY, une alliance nationale de pauvres Philippins urbains, le 8 mars dernier, marquant la Journée Internationale de la Femme.



L'occupation met en évidence une crise humanitaire et du logement des sans-abri dans le pays, car la National Housing Authority (NHA) et le Gouvernement national n'ont pas réussi à satisfaire les besoins des pauvres en matière de droit au logement.

Cette crise a également été reconnue par la 65e et la 66e réunion du Comité de l'ONU des Droits Economiques, Sociaux et Culturels qui, le 7/10/2016, a exprimé son inquiétude quant aux violations de l'article 11 du PIDESC, une obligation légale, car ratifiée par les Philippines le 07/06/1974. Spécialement parce que la Loi sur le Développement Urbain et le Logement «légalise» les expulsions forcées et les démolitions, dont un grand nombre sont effectuées au nom du développement urbain.

C'est pourquoi le Comité des Nations Unies a exhorté le Gouvernement des Philippines de prendre toutes les mesures nécessaires pour accroître le financement public alloué au logement social et de fournir des logements sociaux abordables aux personnes et aux familles défavorisées et marginalisées, y compris les personnes handicapées, ainsi que d'améliorer les conditions de vie des colonies de peuplement et des hébergements collectifs pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le Comité des Nations Unies, a également, demandé instamment au Gouvernement de modifier la Loi sur le Développement Urbain et le Logement et d'adopter un cadre juridique établissant les procédures à suivre en cas d'expulsion conformément aux normes internationales, y compris le Commentaire général n° 7 (1997) sur les expulsions forcées<sup>1</sup>.

Malgré cela et malgré le processus de dialogue qui existe avec les agences de logement concernant l'état des sites de relocalisation, les demandes sont tombées sur des oreilles sourdes, même au Palais Présidentiel.

Pour toutes ces raisons, nous sommes solidaires avec les personnes menacées par l'expulsion et nous soutenons les revendications de leur organisation exhortant que votre Gouvernement respecte ses obligations légales en :

- Retirant les forces militaires et policières des sites de réinstallation occupés.
- Ordonnant un moratoire des expulsions
- Fournissant de la nourriture, de l'eau et d'autres services de base à tous les sites de réinstallation, y compris les cinq sites de réinstallation occupés.
- Engageant un dialogue réel, sérieux et respectueux avec KADAMAY qui est disposé à travailler dans ce processus pour trouver une solution mutuellement acceptable afin de reconnaître la légitimité d'occuper les logements et de les distribuer librement aux membres.
- Distribuant tous les logements vacants dans les sites de réinstallation des PNP / AFP / BJMP / BFP, aux citoyens sans-abri.
- Augmentant le financement public, alloué au logement social pour fournir des logements sociaux abordables pour toutes les personnes et familles sans abri, défavorisées et marginalisées.

Nous sommes prêts à travailler ensemble à la mise en œuvre de ces revendications, mais si elles sont ignorées ou ne sont pas traitées immédiatement, nous sommes déterminés à lancer une vaste campagne au niveau international.

Dans l'attente de votre réponse, salutations distinguées

Cesare Ottolini  
Coordinateur global AIH

<sup>1</sup> [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2fC.12%2fPHL%2fCO%2f5-6&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2fC.12%2fPHL%2fCO%2f5-6&Lang=en)

